



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1310

01 novembre 2017

- **Des milliers de migrants Haïtiens sous la menace d'une expulsion aux États-Unis d'Amérique, aux Bahamas et en Guyane française**
- **Un violateur de droits humains placé à la tête de l'Office de la protection du citoyen**
- **L'attaque de la BOID à Lilavois comparable à « un acte terroriste », selon l'Observatoire haïtien des droits humains**
- **35 millions de dollars en dons de la Banque mondiale pour améliorer l'accès à l'électricité en Haïti**

>> Des milliers de migrants Haïtiens sous la menace d'une expulsion aux États-Unis d'Amérique, aux Bahamas et en Guyane française

Cela risque de se produire aux États-Unis en janvier 2018, si l'administration de Donald Trump décide de ne pas renouveler le statut de protection temporaire (TPS en Anglais) pour celles et ceux qui en ont bénéficié après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Aux Bahamas, tous les employeurs et résidents qui ont recruté des migrant.e.s en situation irrégulière ont jusqu'au 31 décembre 2017 pour régulariser leur statut ou arrêter de les embaucher, a prévenu le premier ministre bahaméen, Dr. Hubert Minnis, lors d'une intervention à la chambre législative, le 11 octobre.

Plus de 80 000 haïtiens résident dans l'Archipel des Bahamas, sur une population estimée à 396 814 habitants en 2017. Face à cette situation inquiétante, la plate-forme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) appelle les autorités haïtiennes à entreprendre,

en toute urgence des pourparlers avec l'État bahaméen en vue de le porter à revoir cette décision.

En Guyane française, l'organisation Sud éducation Guyane dénonce l'arrestation de dizaines de jeunes migrants, dont des Haïtiens, récemment installés sur le territoire guyanais et qui seront dans l'obligation de quitter le territoire français. Interceptés sur le chemin de l'école ou sur le lieu de leur stage, ces migrants se sont fait confisquer leurs passeports par la Police aux frontières.

Ce sont plusieurs milliers d'enfants étrangers, de 6 à 16 ans, qui n'ont pas accès à l'école, dénonce l'organisation Sud éducation Guyane, qui dit constater une tendance à la xénophobie à travers le monde.

>> Un violateur de droits humains placé à la tête de l'Office de la protection du citoyen

Installé le mardi 31 octobre 2017 à la tête de l'Office de la Protection des Citoyen.ne.s (OPC), en remplacement de Florence Elie arrivée au terme de son mandat de 7 ans, Me. Renan Hédouville « entame son mandat avec un déficit de crédibilité », estime la Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains (POHDH).

« On a affaire à des élus qui ne tiennent compte des inquiétudes de personne, sinon des instructions de leur secteur ». « C'est une menace pour la

société », alerte Jean Maxime Rony, coordonnateur de la plateforme. « La société haïtienne est en train de subir une dégradation, du fait qu'au Parlement siège une majorité de « béni-oui-oui » toujours prête à approuver ce qu'on leur dicte, sans la moindre analyse », regrette la POHDH.

Durant le processus de sélection, Solidarite Fanm Ayisyèn (Sofa) et Kay Fanm, deux organisations de promotion et de défense des droits des femmes, avaient déjà mis en garde le parlement et l'exécutif

contre toute intention de mettre Me Hédouville, « un batteur de femme » à la tête d'une institution qui se doit de promouvoir et de défendre les droits de tou.te.s. « On a fait notre travail », se félicite la secrétaire générale de Solidarite Fanm Ayisyèn, Evelyne Larrieux.

Un homme qui avait l'habitude de « battre sa femme », ne saurait être le champion des droits humains en Haïti, dit la Sofa. Un tel choix « serait un signal pour banaliser les violences et les agressions contre les femmes et dissuaderait les

victimes à porter plainte en cas d'agressions », avait-elle prévenu en septembre avec d'autres organisations de promotion de droits humains.

Plus d'une trentaine de personnalités étaient en lice pour le poste de protecteur du citoyen. Malgré les dénonciations et mises en garde, la présidence de Jovenel Moïse a décidé de choisir Me Renan Hédouville, ancien directeur du travail au Ministère des affaires sociales et du travail et président contesté du Conseil supérieur des salaires.

>> L'attaque de la BOID à Lilavois comparable à « un acte terroriste », selon l'Observatoire haïtien des droits humains

« Un acte terroriste », tant dans sa méthode que dans ses résultats à Lilavois, une agglomération de Bon Repos au nord de Port-au-Prince. « Suite à l'assassinat de Wadson Jean, agent de la BOID, par des bandits armés circulant à moto le jeudi 12 octobre, ses frères d'armes ont attaqué par vengeance la population civile de la zone » rappelle l'Observatoire haïtien des droits humains dans un rapport d'enquête en date du vendredi 27 octobre.

Les agents de cette unité très critiquée de la Police nationale d'Haïti ont tué plusieurs riverains, incendié plus d'une dizaine de maisons et commerces, brûlé des voitures et des motocyclettes. L'exécution de

Pierre Paul Dorsainvil, un chauffeur de l'entreprise « Euro Blocs », arrêté par les agents de la BOID pendant l'attaque, a été confirmée par l'un des responsables de l'entreprise. Son corps sans vie, criblé de balles, a été retrouvé à Morne Blanc selon les riverains.

Beaucoup de personnes, dont des enfants, sont portées disparues après leur arrestation. Évoquant la barbarie des agents de cette brigade, le Réseau national de défense des droits humains avait réclamé une enquête sur l'opération punitive à Lilavois. Des mécaniciens ont été sévèrement malmenés par ces agents.

>> 35 millions de dollars en dons de la Banque mondiale pour améliorer l'accès à l'électricité en Haïti

Plus de deux millions d'Haïtiens « mal desservis » en électricité devraient bénéficier de cette démarche dans les milieux ruraux et urbains. « Seulement un Haïtien sur trois a actuellement accès à l'électricité, principalement dans les zones urbaines, alors que de nombreuses sources d'énergie renouvelable sont inexploitées, en particulier les dispositifs photovoltaïques ayant la capacité d'alimenter plus de cinq millions de personnes » fait savoir Anabela Abreu, directrice des opérations de la Banque mondiale pour Haïti.

Parvenir à fournir de l'électricité à partir des systèmes d'énergie renouvelable à davantage de familles, d'entreprises et de services collectifs dans

les zones mal desservies, diversifier l'offre énergétique et réduire le coût de l'électricité : telle est la promesse d'appui faite par la Banque mondiale à Haïti.

Ces deux projets de la Banque mondiale, qui seront mis en œuvre par la cellule chargée de l'énergie au sein du Ministère des travaux publics, des transports et des communications, visent entre autres à favoriser l'investissement privé dans les énergies propres, accroître l'accès des ménages ruraux à l'électricité, renforcer les capacités des institutions locales et sensibiliser les communautés à l'utilisation des énergies renouvelables.

Ndlr : US \$ 1.00 = 64.00 gourdes ; 1 euro = 80.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 1.60 gourde aujourd'hui

A lire également:

- Haïti : Quel rôle des médias et de l'information dans la construction démocratique ? <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22290>
- Médias : En dépit des acquis, le droit à la communication encore menacé dans le contexte actuel, selon la Saks <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22275>
- Hommage à un monstre sacré du journalisme, Bernard Diederich <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22278>
- Des interdictions de départ contre des anciens ministres Camille Junior Edouard et Yves Romain Bastien <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22266>